



Déclaration Alternative Mutualiste

Les femmes subissent une triple peine, elles sont les premières à subir les conséquences directes du capitalisme allié au patriarcat ; précarité économique, violences sexistes et sexuelles, mise en danger sanitaire. Les droits fondamentaux de tous et toutes doivent pouvoir se réaliser à égalité, ce qui suppose une approche résolument féministe, résolument universelle.

En France, une femme est assassinée tous les trois jours par son conjoint ou ex conjoint, en raison de son genre ; la société ne doit plus traiter ces meurtres comme des faits divers ou des « crimes passionnels » mais bien comme des féminicides et Trans féminicides.

Les personnes en situation de prostitution, victimes de la traite sexuelle des êtres humains, subissent la violence de l'exploitation de leur corps, entretenue par l'alliance du capitalisme et du patriarcat. Cela touche aussi de plus en plus de mineur-e-s .

Il est urgent que la société française opère un virage politique global ; EXIGEONS, une loi-cadre, sur le plan répressif comme préventif, accompagnée d'une hausse considérable des moyens publics allouée à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ; seul moyen d'apporter une réponse à la hauteur pour les endiguer.

Alors que les femmes représentent plus de la moitié de l'humanité et plus de 48,2% de la population active, les inégalités femmes-hommes persistent dans l'accès à l'emploi, la rémunération, le déroulement de carrières, la retraite.

Les femmes sont les premières touchées par la précarité, le temps partiel imposé, le chômage ; le haut conseil à l'égalité rappelle que les femmes représentent 70% des travailleurs pauvres. Les maladies professionnelles, les accidents du travail et de trajet sont en forte augmentation, en particulier dans les secteurs à forte précarité comme la santé ou le nettoyage, ou les accidents du travail sont en hausse de 81% depuis 2001.

Cette précarité contribue à faire perdurer dans la société toutes les formes d'inégalité de salaires et, en conséquence, de retraites ainsi que d'exploitation et d'utilisation du corps des femmes, sous toutes les formes ; s'il a fallu attendre la loi de 1946 dite « CROIZAT » du nom du ministre communiste, pour que cesse l'abattement sur les salaires des femmes, les inégalités n'ont pas cessé pour autant.

Le dernier rapport du haut conseil à l'égalité, publié en novembre 2021, relève que 82% des femmes sondées estiment qu'elles sont régulièrement confrontées à des décisions sexistes dans le monde du travail. Ainsi, il paraît encore aujourd'hui plus facile de faire carrière pour un homme : 88% des femmes l'affirment, et plus de la moitié des hommes (54%). Ces différences de traitement si bien perçues concernent principalement les augmentations salariales, les primes et les promotions. La majorité des femmes (52%) jugent avoir été confrontées à des discriminations- professionnelles liées au sexe : 37% estiment ne pas avoir été augmentées ou primées et 31% ne pas avoir été promues. Par comparaison, les proportions observées chez les hommes sont bien moindres (respectivement 14% et 13%).

Les injustices et inégalités perdurent également au niveau du globe ; la solidarité internationale doit vivre également au travers des luttes pour l'égalité femmes-hommes, elle doit se manifester avec les femmes polonaises en lutte pour le droit à l'avortement ; avec les femmes Afghanes qui subissent le retour des talibans...avec les jeunes filles victimes de mutilations génitales partout dans le monde... avec les femmes qui luttent contre le viol comme arme de guerre, pour protéger les jeunes filles enlevées à des fins d'esclavage sexuel par les intégristes.....

L'impatience de ce changement profond s'exprime partout ! Alternative Mutualiste organise dans de multiple départements la projection du film « DEBOUT LES FEMMES » le 8 mars et soutiendra toutes les luttes car sans révolution féministe, il n'existera pas de transformation réelle et profonde de la société.

